[juin 2003]

L'EUROPE SELON HABERMAS… ET SELON SLOTERDIJK

Alain de Benoist

Jürgen Habermas s'améliore (un peu). Son texte paru le 1er mai dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et la *Süddeutsche Zeitung*, qui a été publié le même jour dans un certain nombre de grands quotidiens européens (en France dans *Libération*, où il a été cosigné par le philosophe Jacques Derrida, en Italie dans *La Repubblica* et *La Stampa*, accompagné de textes d'Umberto Eco et Gianni Vattimo, en Espagne dans *El Pais*, avec un texte de Fernando Savater, etc.), constitue à certains égards une bonne surprise.

N'hésitant pas à dénoncer « l'impudence avec laquelle il a été contrevenu [par la Maison-Blanche] au droit international » lors de la guerre en Irak — qu'il qualifie d'« invasion unilatérale de caractère préventif, justifiée de manière mensongère » — et parlant de « politique hégémonique mise en œuvre par la superpuissance alliée », Habermas, tout d'abord, semble avoir compris l'importance historique de cette guerre qui, bien au-delà des opérations militaires auxquelles on a assisté, a de toute évidence inauguré une nouvelle page des relations internationales, marquée par une offensive planétaire américaine sans précédent, dont il résulte un défi essentiel posé à l'Europe.

Dans les immenses manifestations de protestation contre la guerre qui se sont déroulées dans la plupart des grandes villes, il voit l'acte de naissance d'un « espace public européen ». Il écrit aussi que « la guerre a fait prendre conscience aux Européens du naufrage depuis longtemps annoncé de leur politique extérieure commune ». La crise irakienne aurait joué à cet égard un rôle de « catalyseur ».

Cependant, une question fondamentale surgit aussitôt : « La future Constitution [de l'Europe] nous dotera d'un ministre européen des Affaires étrangères. Mais à quoi servira cette nouvelle fonction dès lors que les gouvernements ne sont pas d'accord sur une politique commune ? » Réponse : il faut qu'un « noyau dur » de pays décidés à aller de l'avant prennent l'initiative de cette politique commune, en deviennent la « locomotive », en attendant que les autres pays-membres de l'Union européenne acceptent de monter dans le train.

La phrase-clef est celle-ci : « Il faut que l'Europe jette son poids dans la balance, au niveau international et dans le cadre des Nations-Unies, et qu'elle fasse pièce à l'unilatéralisme hégémonique des Etats-Unis ». En d'autres termes, pour employer le vocabulaire de Carl Schmitt (que Habermas, c'est le moins qu'on puisse dire, n'a jamais beaucoup apprécié !), il s'agit d'œuvrer à la mise en place d'un nouveau Nomos de la Terre.

Habermas pose alors la question de l'« identité européenne », dont il dit très justement qu'elle est la seule notion qui puisse servir de socle à une conscience politique unitaire des citoyens européens : « Seule la conscience d'un même destin politique alliée à la perspective convaincante d'un avenir commun peut empêcher les

pays ou les groupes mis en minorité de vouloir faire obstruction à une volonté majoritaire ».

Mais en quoi consiste cette identité ? « Existe-t-il des expériences, des traditions et des acquis communs qui fondent chez tout citoyen européen la conscience d'un destin politique dont nous ayons fait l'épreuve commune et que nous pourrions à l'avenir façonner en commun ? » Cette identité préexiste-t-elle à l'effort d'une politique commune, dont elle serait en quelque sorte l'une des conditions, ou bien est-elle au contraire censée résulter de la mise en œuvre de cette politique, qui constituerait alors le processus au travers duquel pourrait s'expliciter l'identité européenne (*Selbstverständigungsprozess*).

C'est là que le bât blesse.

Habermas énumère certains traits caractéristiques de l'Europe actuelle : l'attachement à la « privatisation sociale de la foi », c'est-à-dire une certaine défiance envers toute confusion de la politique et de la religion, l'importance du modèle de protection sociale en vigueur, lié à un certain scepticisme vis-à-vis des capacités du seul marché à réguler la vie économique et sociale (on attend de l'Etat qu'il corrige les « défaillances du marché »), enfin le refus d'un optimisme sans failles quant aux conséquences prévisibles du progrès technologique.

Le problème est que nombre des valeurs dans lesquelles l'Europe s'est longtemps reconnue ont à date plus ou moins récente été exportées dans le monde entier, en sorte qu'elles ne sont plus aujourd'hui l'apanage de l'Europe. Il est difficile, dans ces conditions, de fonder une identité européenne sur des valeurs qui n'ont plus rien de spécifiquement européen. L'Europe, pourrait-on dire, paie ici le prix de son universalisme, de sa tendance séculaire à vouloir exporter (ou imposer) à tous les autres peuples des caractéristiques qui, au départ, lui appartenaient en propre.

Habermas fait par ailleurs preuve de beaucoup d'optimisme quand il écrit que le système des partis engendre une « compétition qui permet que les pathologies sociales résultant de la modernisation capitaliste soient soumises à une appréciation politique permanente » — alors que les partis sont de toute évidence impuissants, tout comme les gouvernements d'ailleurs, à faire face à l'emprise planétaire de la globalisation libérale et des marchés financiers.

La contradiction à laquelle se heurte Habermas est en fait celle qui existe entre la nécessité, qu'il semble reconnaître, de fonder la construction européenne sur des traditions et des valeurs qui soient spécifiques à l'Europe et une visée « cosmopolitique » qui ne peut, par définition, que faire bon marché de ces valeurs et de ces traditions.

En bon représentant de la seconde génération de l'Ecole de Francfort, Jürgen Habermas reste plus kantien que jamais. A la fin de son article, il réaffirme d'ailleurs son adhésion à « l'espérance kantienne en une politique intérieure mondiale ». Un peu plus haut, il écrit que « le désir que s'instaure un ordre international multilatéral et réglementé juridiquement » va « de pair avec l'espérance en une politique intérieure mondiale effective ». Cette expression de « politique intérieure mondiale » est tout à fait révélatrice. Une telle « politique » ne peut en effet être mise en œuvre que dans le cadre d'un ordre international unilatéral, sous la pression d'une puissance unique. Mais alors, elle est inconciliable avec cette « reconnaissance des

différences — la reconnaissance mutuelle de l'autre dans son altérité — », dont Habermas dit explicitement qu'elle pourrait « aussi devenir la marque d'une identité commune ».

C'est parce qu'il demeure dépendant de la vision « cosmopolitique » héritée des Lumières que Habermas croit à la nécessité d'une « politique intérieure mondiale ». Son aversion pour Carl Schmitt l'empêche de comprendre que le monde n'est pas une unité politique, et ne peut pas en être une. Toute unité politique implique qu'il en existe au moins une autre, par rapport à laquelle puisse se mettre en œuvre une action méritant d'être appelée « politique ». En outre, il n'y a pas de politique intérieure pensable s'il n'existe pas en même temps la possibilité d'une politique extérieure. Mais que pourrait bien être une « politique extérieure mondiale » ? Le monde que nous propose Habermas est un monde unidimensionnel, un monde sans extérieur — à l'image même de la globalisation actuelle.

Ce n'est donc pas la référence à Kant qui permettra à l'Europe de prendre à nouveau conscience de son identité et de s'affirmer comme une puissance autonome à l'intérieur d'un monde multipolaire.

Beaucoup plus instructif et plus riche que le texte de Habermas est le petit livre de Peter Sloterdijk, *Falls Europa erwacht*, paru en Allemagne en 1994 (et tout récemment traduit en français sous le titre *Si l'Europe s'éveille*, Mille et une nuits, Paris 2003), dont le sous-titre est encore plus évocateur : « Réflexions sur le programme d'une puissance mondiale à la fin de l'ère de son absence politique » (« Gedanken zum programm einer Weltmacht am Ende des Zeitalters ihrer politischen Absence »).

S'interrogeant lui aussi, de façon très suggestive, sur les caractéristiques marquantes de l'identité européenne, Sloterdijk affirme que l'Europe possède une « forme » typique. Cette forme est celle de l'Empire, en sorte que toute l'histoire européenne peut s'interpréter comme l'histoire d'un perpétuel processus de transfert de l'Empire (*translatio Imperii*). « Est européen, écrit Sloterdijk, celui qui est impliqué dans un transfert de l'Empire ». Et plus loin : « Etre européen aujourd'hui, dans un sens ambitieux, c'est concevoir la révision du principe d'Empire comme la plus haute mission de la théorie comme de la pratique ».

« L'Europe, dit encore Sloterdijk, se met en marche et reste en mouvement dans la mesure où elle parvient à revendiquer l'Empire qui existait avant elle, et à le transformer », non en vue d'un impérialisme destructeur, tel que l'on en a connu à l'époque de Napoléon ou de Hitler, mais au contraire dans la perspective d'une coordination souple, organique, de toutes ses composantes culturelles et humaines.

Il s'agit en d'autres termes, pour l'Europe, de reprendre pour le fonder à nouveaux frais son « mythe constitutif », de « devenir l'atelier d'une métamorphose de l'Empire qui soit adaptée à notre époque », de transférer l'impérialité sur une forme de « grande politique » (Nietzsche) post-impériale.

Ce qui rend en fait si difficile toute démarche visant à statuer sur l'identité européenne — sur l'« essence de l'Europe » —, ce n'est pas un manque, mais un surplus : au cours de l'histoire, l'Europe a eu toutes les identités possibles. Comme l'a rappelé récemment l'historien Franco Cardini, quand on parle d'Europe, on ne parle pas seulement d'une réalité géographique, mais d'une histoire complexe, qui a

emprunté au cours des siècles les cours les plus divers. Plus que dans aucune autre culture, cela a éduqué les Européens à la notion de pluralité. Mais c'est en raison même de cette pluralité qu'il faut maintenant trancher. Une telle décision est nécessairement de nature politique.

Même après que se soit desserré l'étau qui après 1945 avait emprisonné l'Europe entre les puissances mondiales de l'Est et de l'Ouest, l'Europe reste géopolitiquement, mais aussi conceptuellement, philosophiquement, l'« Empire du milieu ». C'est ce qui la rend apte à jouer à nouveau un rôle sur la scène mondiale. Face à l'Amérique, qui n'a retenu de l'Europe que la tendance à mener croisade au nom de la « civilisation », la tâche de l'Europe, sa tâche *destinale*, est de passer de l'absence à la présence politique : sortir de l'ère de l'insignifiance, de cette « idéologie du vide » où la maintiennent à la fois l'obsession consumériste et l'esthétisme d'une « culture de l'amusement » qui transforme la frivolité en style de vie — se métamorphoser elle-même pour contribuer à l'avènement d'un monde multipolaire.

Il est clair qu'une telle métamorphose historique va bien au-delà de ce que Jürgen Habermas est capable de penser.

A. B.